

COUR ADMINISTRATIVE

Numéro du rôle : 29635C

Inscrit le 20 décembre 2011

Audience publique du 12 juin 2012

**Appel formé par
Maître ... et consorts, ...,
contre
un jugement du tribunal administratif du 23 novembre 2011 (n° 27584 du rôle)
dans un litige les opposant à
une décision du directeur de l'administration des Contributions directes
en matière d'impôts**

Vu l'acte d'appel, inscrit sous le numéro 29635C du rôle, déposé au greffe de la Cour administrative le 20 décembre 2011 par Maître, Maître ... Maître ..., Maître ..., Maître ..., Maître ... Maître ..., Maître ..., Maître ... et Maître ..., tous avocats à la Cour, associés du cabinet d'avocats ..., ... et avec résidence professionnelle à, dirigé contre un jugement rendu par le tribunal administratif du Grand-Duché de Luxembourg le 23 novembre 2011, par lequel ledit tribunal a rejeté comme non fondé leur recours tendant à l'annulation d'une décision du directeur de l'administration des Contributions directes du 23 septembre 2010 rendue sur contestation ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe de la Cour administrative le 18 janvier 2012 ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe de la Cour administrative le 17 février 2012 par Maître pour compte des appelants ;

Vu le mémoire en duplique du délégué du gouvernement déposé au greffe de la Cour administrative le 27 février 2012 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment le jugement entrepris ;

Le rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître et Madame le délégué du gouvernement Monique ADAMS en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 17 avril 2012 ;

Vu l'avis de rupture du délibéré du 25 mai 2012 ;

Vu le courrier de Maître déposé au greffe de la Cour administrative le 31 mai 2012 ;

Le rapporteur entendu en son rapport complémentaire, ainsi que Maître et Madame le délégué du gouvernement Monique ADAMS en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 7 juin 2012.

Par courrier du 10 novembre 2009, le préposé du bureau d'imposition Luxembourg 2 du service d'imposition de l'administration des Contributions directes, ledit bureau étant désigné ci-après par le « *bureau d'imposition* », lui-même saisi d'un courrier du directeur de l'administration des Contributions directes, ci-après désigné par le « *directeur* », demanda au service de révision de l'administration des Contributions directes, désigné ci-après par le « *service de révision* », de procéder à un contrôle approfondi du dossier fiscal du cabinet d'avocats ..., ... relatif aux années fiscales 2005 à 2008, en se fondant sur les dispositions des §§ 162 et 193 de la loi générale des impôts du 22 mai 1931, appelée « *Abgabenordnung* », en abrégé « *AO* ».

Par courrier du 19 mai 2010, le préposé du service de révision informa le cabinet d'avocats ..., ... de ce que son service avait été chargé de procéder à une vérification des livres et documents comptables dudit cabinet, ainsi que de ses revenus et fortune imposables pour les années d'imposition précitées, en se fondant sur les paragraphes 162 (9), 193 et 206 (1) AO.

Par courrier du 12 août 2010, sous la signature de Maître, le cabinet d'avocats ..., ... ainsi que ses associés firent introduire auprès du directeur une contestation (« *Beschwerde* ») à l'encontre du prédit courrier du préposé du service de révision du 19 mai 2010.

Par décision du 23 septembre 2010, le directeur rejeta ladite contestation comme non fondée.

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif en date du 20 décembre 2010, le « *cabinet d'avocat ainsi que ses associés* », Maîtres, introduisirent un recours en annulation à l'encontre de ladite décision directoriale du 23 septembre 2010.

Par jugement du 23 novembre 2011, le tribunal administratif reçut ce recours en la forme, le déclara non justifié et en débouta les demandeurs, tout en déclarant non fondée leur demande tendant à enjoindre à l'administration des Contributions de produire divers documents, rejeta la demande formulée par la partie étatique de déclarer exécutoire la décision du 19 mai 2010 du préposé du service de révision et condamna les demandeurs aux frais.

Par requête déposée au greffe de la Cour administrative le 20 décembre 2011, Maîtres, tous associés du cabinet d'avocats ...,, ont régulièrement relevé appel de ce jugement.

Ayant constaté après les plaidoiries et lors de l'instruction de l'affaire que Maîtres et avaient été parties demanderesses en première instance, celle-ci ayant abouti au jugement entrepris du 23 novembre 2011, mais ne sont pas énumérées comme parties appelantes dans la requête d'appel déposée le 20 décembre 2011 et qu'une signification de

ladite requête à leur égard n'est pas documentée, la Cour a prononcé la rupture du délibéré afin de permettre au mandataire des appelants de prendre position quant à la question de la régularité de l'appel.

Par courrier déposé le 31 mai 2012, le mandataire des appelants a expliqué que l'erreur avait été commise à l'occasion du dépôt de la requête introductive de la première instance en ce que Maîtres ...et ... auraient figuré comme parties demandereses dans le cadre du recours dirigé contre une décision de contrôle sur place concernant les exercices 2005 à 2008, alors même qu'elles ne sont devenues associées de l'étude qu'au cours de l'année 2009, de sorte qu'elles n'auraient en réalité pas été concernées par la décision attaquée. Le mandataire déclara qu'ayant constaté cette erreur au moment de la rédaction de la requête d'appel, il aurait « *sorti* » Maîtres et du cercle des appelants.

L'article 39 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives dispose comme suit dans ses paragraphes (1) et (2) :

« (1) L'appel est interjeté par une requête déposée au greffe de la Cour administrative, (...) et signifiée aux parties ayant figuré en première instance ou y ayant été dûment appelées.

(2) Faute par le requérant de signifier son recours dans le mois du dépôt du recours, celui-ci est caduc ».

Il se dégage de cette disposition que toutes les parties ayant figuré en première instance ou y ayant été dûment appelées doivent figurer en instance d'appel, soit comme parties, soit se voir signifier la requête d'appel formée par rapport à un jugement ayant statué dans le cadre de cette instance. Au vu de l'effet relatif des décisions de justice qui ne s'imposent qu'aux parties au procès, le but de la règle énoncée par l'article 39 de la loi précitée du 21 juin 1999 est en effet d'assurer que les mêmes personnes puissent être considérées comme parties tant en première instance qu'en instance d'appel afin de rendre la décision d'appel opposable à l'égard de toutes et d'éviter de la sorte des situations de contrariété de jugements où la décision d'appel, le cas échéant différente de celle de la première instance, ne serait pas opposable à l'une ou plusieurs des parties impliquées en première instance, hypothèse dans laquelle celles-ci pourraient se prévaloir à leur propre égard de la décision de première instance et même former tierce opposition contre la décision d'appel.

S'agissant d'une partie ayant eu en première instance un intérêt parallèle en tant que co-demandeur et ne figurant plus en instance d'appel en tant qu'appelant, une information par équivalent peut être admise en dehors d'une signification par voie d'exploit d'huissier, du moment qu'il est assuré que la partie non appelante en question s'est vue informer en temps utile de l'existence et du contenu de l'appel interjeté (cf. Cour adm. 5 avril 2011, n° 27580C du rôle, Pas. adm. 2011, V° Procédure contentieuse, n° 760).

En vertu du paragraphe (2) du même article 39, l'appel doit être signifié dans le délai d'un mois à partir du dépôt de la requête d'appel, sous peine de caducité. La caducité est constatée d'office par le juge compétent et si elle atteint le premier acte de l'instance, elle entraîne nécessairement les effets d'une cause d'extinction de l'instance et la nullité de la procédure d'appel dans son entièreté. Il ne s'agit pas d'une irrecevabilité telle que visée par l'article 29 de la loi précitée du 21 juin 1999, aux termes duquel l'irrecevabilité n'est prononcée que si l'inobservation dont s'agit a pour effet de porter effectivement atteinte aux droits de la défense.

En l'espèce, il est constant en cause que la requête d'appel n'a pas été signifiée à Maîtres et dans le délai d'un mois à partir du dépôt de la requête d'appel. De même, il n'est pas documenté en cause que ces deux parties demanderesse en première instance aient été informées par une voie équivalente du dépôt et du contenu de la requête d'appel. Or, même si lesdites parties demanderesse ne sont devenues associées de l'étude ..., ... qu'après les années d'imposition en cause, il n'en reste pas moins qu'elles ont été parties en première instance et que le jugement entrepris s'impose à leur égard, étant ajouté qu'elles ont un intérêt à agir au vu des incidences potentielles d'un éventuel redressement de bénéfices sur la situation actuelle de ladite étude.

Dans ces conditions, les parties appelantes n'ont pas dûment appelé Maîtres et en cause, de manière que celles-ci ne peuvent pas être considérées comme parties en instance d'appel et qu'un risque de contrariété de jugements existe. La Cour est partant tenue d'appliquer la sanction prévue par l'article 39 (2) de la loi précitée du 21 juin 1999 et de déclarer l'appel sous examen caduc.

PAR CES MOTIFS

la Cour administrative, statuant à l'égard de toutes les parties en cause,

déclare l'appel du 20 décembre 2011 caduc,

condamne les appelants aux dépens de l'instance d'appel.

Ainsi délibéré et jugé par:

Georges RAVARANI, président,

Serge SCHROEDER, premier conseiller,

Lynn SPIELMANN, conseiller,

et lu à l'audience publique du 12 juin 2012 au local ordinaire des audiences de la Cour par le président, en présence de la greffière de la Cour Anne-Marie WILTZIUS.

s. WILTZIUS

s. RAVARANI

Reproduction certifiée conforme à l'original

Luxembourg, le 29 mai 2016

Le greffier de la Cour administrative